

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1551 - 3 janvier 1991 - 3,5 F

A l'occasion de la nouvelle année, DIAL est heureux de présenter ses meilleurs vœux à ses lecteurs

D 1551 AMÉRIQUE LATINE: LA DÉCENNIE PERDUE

La situation économique du continent latino-américain s'est globalement détériorée au cours des dix années écoulées, pour revenir aux niveaux d'avant 1980. Ce constat est vérifié par les économistes de la Banque mondiale. Dans son "rapport annuel 1990" du 7 août 1990 (pour l'exercice allant du 1er juillet 1989 au 30 juin 1990), cet organisme non suspect de démagogie donne des éléments chiffrés sur le bilan des années 80 en matière de production, de revenu et de consommation par habitant, d'exportations et importations, de dette extérieure et d'inflation. Nous reproduisons ci-dessous un court extrait du "rapport annuel 1990" sur l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que le tableau récapitulatif sur la population et le produit national brut par "pays emprunteur" (ne sont donc pas portés les pays d'Amérique latine qui n'ont pas emprunté à la Banque mondiale).

Note DIAL

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Les années 80 ont été marquées par un tournant majeur de l'histoire économique de l'Amérique latine et des Caraïbes. Une longue période de croissance s'est achevée au début de la décennie et, depuis lors, les pays de cette région se sont employés activement à rétablir la production, le revenu et la consommation par habitant aux niveaux enregistrés de 1979 à 1981. Or, ces efforts ont échoué dans une large mesure: au début des années 90, le niveau moyen de la production par habitant est inférieur de 8% à celui de la période 1979-81, tandis que la chute du revenu et de la consommation par habitant est encore plus nette. De plus, comme le rythme de la croissance économique a été inférieur à celui de la croissance démographique au cours des 30 derniers mois, le produit intérieur brut (PIB) par habitant a diminué; les nouveaux programmes de stabilisation adoptés en 1990 ayant accentué ou accéléré la chute de la production dans quelques pays, la baisse du revenu par habitant de la région se poursuivra au cours de l'année civile.

Le chiffre décevant de la croissance globale de la région pendant les années 80 dissimule en fait la diversité des expériences nationales individuelles, notamment les bons résultats de certains pays et les réels efforts déployés par beaucoup d'autres pour entreprendre les réformes nécessaires afin de jeter les fondements d'une relance de l'économie et d'une croissance soutenue. Dans certains cas (Chili, Colombie, Paraguay et certaines îles des Caraïbes), le niveau de la production par habitant dépasse celui du début des années 80 mais, dans 12 pays, il lui est inférieur de plus de 10%. Ainsi le PIB par habitant de l'Argentine est tombé à présent de plus de 25% par rapport à 1980, et sa baisse s'est accélérée dans les 30 derniers mois. Le PIB par habitant du Venezuela est tombé de près de 25% pendant cette même période; au Mexique, le

PIB par habitant est pratiquement 7,1% plus bas qu'au début de la décennie, bien qu'une reprise partielle se soit amorcée ces derniers 18 mois. Quant au PIB par habitant du Brésil, il n'a chuté que légèrement par rapport à 1980, mais la décennie écoulée a été marquée par des hausses et des baisses importantes des indicateurs économiques - phénomène constaté à nouveau au début de 1990, lorsque le pays a enregistré un net fléchissement de sa production lié aux efforts de stabilisation.

La crise économique de la région s'est manifestée initialement par d'importants déséquilibres tant internes qu'externes. De fait, les efforts déployés pour redresser ces déséquilibres ont marqué de façon décisive les résultats de l'économie depuis le début des années 80. Les premiers programmes de stabilisation ont cherché à faciliter le redressement des déséquilibres externes en conjuguant des mesures visant à limiter et à réaffecter les dépenses. Bien que la combinaison des moyens choisis à cet effet ait été très variable d'un pays à l'autre, ces programmes ont effectivement permis d'enregistrer un accroissement régulier du volume des biens exportés par la région. Cette tendance s'est maintenue au cours du dernier exercice: en 1989, le niveau en volume des exportations a dépassé de près de 60% celui de 1980. Toutefois, les recettes d'exportation ont progressé bien plus lentement, en particulier dans les pays exportateurs de pétrole. La forte chute du prix du pétrole - en dollars constants, son prix était inférieur de 41% en 1989 au niveau sans précédent atteint en 1979-80 - rend compte de la plus grande partie de la baisse des recettes d'exportation, bien qu'au Mexique la progression des exportations de produits non pétroliers, en particulier des produits manufacturés, ait largement compensé la perte de revenus due à la baisse des cours du pétrole.

L'augmentation des recettes d'exportation de biens et de services - elles ont atteint en valeur nominale un niveau sans précédent de 110 milliards de dollars en 1989 - a facilité la relance des importations, quoique le volume des importations de biens et de services soit encore en deçà des 110 milliards de dollars enregistrés pendant la période 1979-81. L'excédent de la balance commerciale de la région a certes lui aussi continué à augmenter, mais son évolution a reflété la décélération de la croissance des recettes d'exportation. En 1989, les flux d'investissements reçus par certains pays, en particulier le Mexique, se sont ajoutés à l'excédent accru de la balance commerciale de la région, aidant les gouvernements tant à financer les transferts nets de devises aux créanciers étrangers qu'à accumuler des réserves internationales. Toutefois, les transferts nets en faveur des créanciers étrangers ont été moins élevés en 1989, par comparaison aux six années précédentes, parce que certains pays utilisent de plus en plus les arriérés de paiement comme moyen de financement. De fait, les arriérés accumulés atteignent à présent des sommes considérables dans certains pays. Bien que la valeur nominale de la dette extérieure totale de la région (arriérés compris) ait légèrement diminué en 1988, elle a augmenté depuis: à la fin de 1989, elle était estimée à 434 milliards de dollars, contre 527 milliards en 1988.

Dans plusieurs cas, les bons résultats extérieurs n'ont pas été accompagnés d'une correction des déséquilibres budgétaires, et il existe des différences notables d'un pays à l'autre quant à l'aptitude à réduire les déficits budgétaires et à combattre l'inflation. Au cours de l'exercice passé, les disparités ainsi observées en matière de résultats économiques, notamment en ce qui concerne le rétablissement de l'équilibre budgétaire et la lutte contre l'inflation ont été encore plus marquées.

Le niveau élevé et l'accélération de l'inflation dans plusieurs pays - taux annuel de 20.266% en Argentine pendant la période de 12 mois terminée en mars 1990, contre un taux annuel de 343% pendant la période correspondante terminée en mars 1989; les taux annuels enregistrés pour les mêmes périodes ont été respectivement de 1.113% et 1.287%, au Brésil et de 4.414% et 3.399% au Pérou - témoignent d'une incapacité à rétablir l'équilibre budgétaire, en dépit de la présence d'autres facteurs susceptibles d'avoir pesé sur l'évolution de l'inflation.

Il est également devenu évident que la réduction des déséquilibres économiques et de l'inflation est une condition nécessaire à la reprise des investissements et de la croissance. Tous les pays qui ont connu une reprise ou une croissance régulière au cours des 30 derniers mois ont eu un taux moyen d'inflation annuelle de moins de 30% ces cinq dernières années. La Bolivie, le Costa Rica et le Mexique ont pu à la fois rétablir l'équilibre budgétaire et contrôler l'inflation, et sont maintenant en train de rétablir également la croissance de la production nationale.

Dans certains pays, la persistance d'importants déficits budgétaires, financés en partie par des emprunts sur le marché intérieur, a affecté le bon fonctionnement des systèmes bancaires nationaux. Les taux d'intérêt réels ont fortement augmenté, imposant ainsi de graves difficultés financières à toute l'économie; l'augmentation concomitante de la dette extérieure a incité les responsables politiques à porter leur attention sur la dette totale du secteur public. On se rend compte à présent que l'Etat - et non le pays - se trouve confronté aux problèmes posés par le service de dettes considérables, tant intérieures qu'extérieures, et que les ressources nécessaires à cet effet doivent provenir des recettes fiscales et de la taxation des usagers, et non des recettes d'exportation ou de l'épargne intérieure du pays. Aussi, dans les derniers programmes de stabilisation adoptés en Argentine et au Brésil, la réduction du fardeau imposé par de fortes dettes intérieures est-elle considérée comme un élément essentiel de l'action entreprise - en dépit de l'effet négatif de ces mesures sur le système bancaire.

Les résultats économiques de la région restent certes décevants, mais la mise en oeuvre d'importantes réformes a progressé notablement au cours du dernier exercice.

Plusieurs pays (Equateur, Jamaïque, Mexique et Venezuela, par exemple) se sont engagés dans de nouvelles réformes visant à instaurer ou à consolider les équilibres macroéconomiques, comme à améliorer l'efficacité de la répartition des ressources, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Parmi ces réformes figurent la restructuration des secteurs publics, la déréglementation des systèmes financiers, l'assouplissement du protectionnisme du régime des échanges et la réduction des obstacles empêchant les investisseurs nationaux ou étrangers de participer à différentes activités de production.

Amérique latine et Caraïbes: population et produit national brut (PNB) par habitant en 1988 des pays emprunteurs pendant les exercices 88-90

Population (a) (milliers)		PNB par habitant (b) (dollars E.U.)	Population (a) (milliers)		PNB par habitant (b) (dollars E.U.)
Argentine	31.506	2.520	Haïti	6.254	380
Bahamas	244	10.700	Honduras	4.837	860
Belize	180	1.500	Jamaïque	2.397	1.070
Bolivie	6.917	570	Mexique	83.656	1.760
Brésil	144.369	2.160	Rép. Dominicaine	6.859	720
Chili	12.760	1.510	Ste Lucie	145	1.540
Colombie	31.707	1.180	St Vincent et Grenadines	112	1.200
Costa Rica	2.670	1.690	Trinité et Tobago	1.241	3.350
El Salvador	5.032	940	Uruguay	3.060	2.470
Equateur	10.073	1.120	Venezuela	18.751	3.250
Guatemala	8.686	900			
Guayana	799	420			

Note: Les estimations du PNB par habitant en 1988 présentées ci-dessus sont tirées des "Indicateurs du développement dans le monde" du "Rapport sur le développement dans le monde 1990".
(a) Milieu de 1988 (b) Méthodologie de l' "Atlas de la Banque mondiale" période de base 1986-88